



ADDITIF N°01

RELATIF AU POINT 14 DE L'AVIS, LES POINTS 11.1.1 ET 26 DU RPAO
ET LES ARTICLES 8 ET 37 DES CCAP.

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°019/AONO/AER/CIPM/2025 DU 09 DEC. 2025,
POUR LA COUVERTURE DU PERSONNEL DE L'AER EN ASSURANCE MALADIE, POUR
L'EXERCICE 2026,

EN PROCEDURE D'URGENCE.

➤ AU LIEU DE :

I. AVIS D'APPEL D'OFFRES/ OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

I.1. VERSION FRANCAISE

14. Critères d'évaluation

14. 1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation des critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- 1) Non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté la caution de soumission) ;
- 2) Absence de la caution de soumission ou non conformité de celle-ci et du récépissé de consignation à l'ouverture des plis ;
- 3) Le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres ;
- 4) Absence d'agrément MINFI accompagné de l'adhésion CIMA ;
- 5) Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- 6) Fausse déclaration, substitution ou falsification des pièces administratives ;
- 7) Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- 8) Présence d'informations financières dans l'offre technique ;
- 9) Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission dans une enveloppe scellée, les BPU, le DQE) ;
- 10) Offre financière inférieure à 90% du budget prévisionnel ;
- 11) Soumissionnaire sous administration provisoire ou faisant l'objet d'un redressement par la CIMA.

1.2. OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (English Version)

14. Evaluation criteria

14.1 Eliminary criteria

The "essential" criteria are those that are essential or key to judging the technical and financial capacity of the candidates to carry out the Services that are the subject of this invitation to tender.

The eliminatory criteria include:

- Incomplete administrative file 48 hours after bid opening, except for the bid bond;
- Absence of the bid bond or non-compliance thereof and the receipt issued by the CDEC;
- Non-compliance with the model documents in the tender file;
- Absence of MINFI approval accompanied by CIMA membership,
- Absence of a declaration on honour that contracts have not been abandoned in the last three years;
- False declaration, substitution or falsification of administrative documents,
- Technical score below 80 points;
- Presence of financial information in the technical bid;
- Absence of financial information in the technical bid;
- Absence of any element of the financial offer (bid in a sealed envelope, BPU, DQE);
- Financial offer less than 90% of the provisional budget;
- Bidder under provisional administration or subject to reorganization by CIMA.

14.2 Essential criteria

The "essential" criteria are those that are essential or key to judging the technical and financial capacity of the candidates to carry out the Services that are the subject of this invitation to tender.

- The general presentation of the tender;
- The tenderer's specific references in the performance of similar services;
- Detailed description of the guarantees offered;
- The technical capacity to perform the assignment;
- The tenderer's financial capacity;
- The partnerships and agreements signed;
- Other advantages and facilities granted.

II. REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES

11.1.1. Enveloppe A-Volume 1 : Pièces administratives :

f. Le cautionnement de soumission acquitté à la main (suivant modèle joint), timbré aux tarifs en vigueur d'un montant de 800 000 (huit cent mille) FCFA et d'une durée de validité de 120 jours, établie par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le cadre des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO, et accompagné du récépissé délivré par la CDEC pour chaque cautionnement ;

26. CRITERES D'EVALUATION

- Critères éliminatoires :

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation des critères essentiels. Ils ne font pas l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire. Il s'agit notamment :

1. Non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté la caution de soumission) ;
2. Absence de la caution de soumission timbrée ou non-conformité de celle-ci et du récépissé de consignation délivré par la CDEC ;
3. Fausse déclaration, substitution ou falsification des pièces administratives,
4. Absence d'agrément MINFI accompagné de l'adhésion CIMA,
5. Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
6. Non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres ;
7. Soumissionnaire sous administration provisoire ou faisant l'objet d'un redressement par la CIMA ;
8. Non – respect du tarif minimum officiel obligatoire (en cas de RC automobile) ;
9. Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission dans une enveloppe scellée, les BPU, le DQE) ;
10. Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
11. Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.
12. Absence de preuve d'acceptation du CCAP et des TDR paraphé sur chaque page et signé à la dernière avec la mention « Lu et approuvé »
13. Note technique inférieure 80 points sur 100 ;

III. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Article 8. Ordres de service

Les différents ordres de service seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

8.1. L'ordre de service de commencer les prestations est signé par le Maître d'Ouvrage et notifié à l'Assureur par le Chef de Service du Marché avec copie à l'Ingénieur.

Article 37. Edition et diffusion du Marché

Sept (07) exemplaires du présent Marché seront édités par les soins du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, et notification sera faite à l'Assureur.

IV. LISTES DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS AUTORISES A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS

I- BANQUES

1. Afriland First Bank
2. Banque Atlantique
3. Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFI BANK)
4. Banque International du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit
5. CITI Bank
6. Commercial Bank of Cameroon
7. Ecobank
8. National Financial Credit Bank

9. Société Camerounaise de Banque au Cameroun
10. Société Générale de Banque au Cameroun
11. Standard Chartered Bank Cameroon
12. Union Bank of Cameroon
13. United Bank for Africa.
14. Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME),
B.P. 12962 Yaoundé ;
15. Bank Of Africa Cameroun (BOA Cameroun), B.P. 4593 Douala.

II- Compagnies d'assurances

16. Chanas assurances;
17. Activa Assurances
18. Atlantique Assurances S .A., B.P. 2933 Douala ;
19. Zénithe Insurance S.A. ;
20. Pro-Assur S.A ;
21. Area Assurances S.A, B.P . 1531 Douala ;
22. Beneficial General Insurance S .A., B.P. 2328 Douala ;
23. CPA S.A., B.BP. 54Douala ;
24. Nsia Assurances S.A., B.P. 2759 Douala ;
25. SAAR S.A., B.P. 1011 Douala ;
26. Saham Assurances S.A., B.P. 11315 Douala ;

➤ LIRE :

I. AVIS D'APPEL D'OFFRES/ OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

I.1. VERSION FRANCAISE

14. Critères d'évaluation

14. 1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire. Il s'agit notamment de :

1. L'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
2. La non-production, au-delà du délai de quarante-huit (48) heures après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente, à l'exception de la caution de soumission ;
3. Toute fausse déclaration, substitution ou falsification des pièces administratives ;
4. L'absence de l'agrément du MINFI accompagné de l'adhésion à la CIMA ;
5. L'absence de la déclaration sur l'honneur de non-abandon des marchés au cours des trois (03) dernières années ;
6. Le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres ;
7. Un soumissionnaire placé en cours d'administration provisoire ou faisant l'objet d'un redressement par la CIMA ;
8. La présence d'informations financières dans l'offre technique ;
9. La non-conformité du mode de soumission tel que prescrit dans le Dossier d'Appel d'Offres ;

10. L'absence d'un élément constitutif de l'offre financière, notamment la soumission sous enveloppe scellée, le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) ;
11. L'obtention d'une note technique inférieure à quatre-vingts (80) points sur cent (100)
12. L'absence de la charte d'intégrité dûment datée et signée ;
13. L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales, dûment datée et signée ;
14. L'absence de preuve d'acceptation du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et des Termes de Référence (TDR), paraphés à chaque page et signés à la dernière page avec la mention « Lu et approuvé » ;

1.2. OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (English Version)

14. Evaluation criteria

14.1 Eliminary criteria

The "essential" criteria are those that are essential or key to judging the technical and financial capacity of the candidates to carry out the Services that are the subject of this invitation to tender. These include, in particular:

1. Absence of a bid bond at the opening of the bids
2. Failure to submit, beyond the forty-eight (48) hour deadline following the opening of bids, an administrative document deemed non-compliant or missing, with the exception of the bid bond ;
3. Any false declaration, substitution or falsification of administrative documents ;
4. Absence of approval issued by the Ministry of Finance (MINFI), accompanied by valid membership of CIMA ;
5. Absence of the sworn statement attesting to non-abandonment of public contracts over the past three (03) years;
6. Failure to comply with the templates of documents provided in the Tender Dossier ;
7. A bidder currently placed under provisional administration or subject to recovery proceedings by CIMA ;
8. Inclusion of financial information in the technical offer;
9. Non-compliance with the submission procedure as prescribed in the Tender Dossier ;
10. Absence of any required component of the financial offer, namely the bid submission in a sealed envelope, the Schedule of Unit Prices (SUP), and the Bill of Quantities and Cost Estimates (BQCE);
11. A technical score below eighty (80) points out of one hundred (100).
12. Absence of the Integrity Charter, duly dated and signed;
13. Absence of the declaration of commitment to comply with environmental and social clauses, duly dated and signed;
14. Absence of proof of acceptance of the Special Administrative Clauses (SCC) and the Terms of Reference (ToR), initialled on each page and signed on the last page with the mention "Read and Approved";

14.2. Essential Criteria

The "essential" criteria are those that are essential or key to judging the technical and financial capacity of the candidates to carry out the Services that are the subject of this invitation to tender.

1. The general presentation of the tender;
2. The general references of the tender;
3. The tenderer's specific references in the performance of similar services;
4. Detailed description of the guarantees offered;
5. The technical capacity to perform the assignment;
6. The tenderer's financial capacity;
7. The partnerships and agreements signed;
8. Other advantages and facilities granted.

II. REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES

11.1.1. Enveloppe A-Volume 1 : Pièces administratives :

f. Le cautionnement de soumission acquitté à la main (suivant modèle joint), timbré aux tarifs en vigueur d'un montant de **800 000 (huit cent mille) FCFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, établie par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le cadre des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO, et accompagné du récépissé délivré par la CDEC pour chaque cautionnement.

26. CRITERES D'EVALUATION

➤ Critères éliminatoires :

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne font pas l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire. Il s'agit notamment :

1. L'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
2. La non-production, au-delà du délai de quarante-huit (48) heures après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente, à l'exception de la caution de soumission ;
3. Toute fausse déclaration, substitution ou falsification des pièces administratives ;
4. L'absence de l'agrément du MINFI accompagné de l'adhésion à la CIMA ;
5. L'absence de la déclaration sur l'honneur de non-abandon des marchés au cours des trois (03) dernières années ;
6. Le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres ;
7. Un soumissionnaire placé en cours d'administration provisoire ou faisant l'objet d'un redressement par la CIMA ;
8. La présence d'informations financières dans l'offre technique ;
9. La non-conformité du mode de soumission tel que prescrit dans le Dossier d'Appel d'Offres ;
10. L'absence d'un élément constitutif de l'offre financière, notamment la soumission sous enveloppe scellée, le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) ;
11. L'obtention d'une note technique inférieure à quatre-vingts (80) points sur cent (100) ;
12. L'absence de la charte d'intégrité dûment datée et signée ;
13. L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales, dûment datée et signée ;

14. L'absence de preuve d'acceptation du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et des Termes de Référence (TDR), paraphés à chaque page et signés à la dernière page avec la mention « Lu et approuvé » ;

III. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Article 8. Ordres de service

Les différents ordres de service seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

8.1- Dès notification du marché au titulaire, le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour délivrer l'ordre de service de démarrage des prestations. Cet Ordre de service est notifié au cocontractant par le Chef de service du marché dans un délai de sept (7) jours calendaires. Une copie dudit ordre de service est transmise au Ministre en charge des Marchés Publics, à l'organisme chargé de la Régulation, à l'Ingénieur du marché, et à l'organisme payeur.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 37 : Edition et diffusion du Marché. Quinze (15) exemplaires du présent Marché seront édités par les soins du maître d'Ouvrage, et notification sera faite à l'Assureur.

IV. LISTES DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS AUTORISES A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS

I – BANQUES

1. Afriland First Bank (FIRST BANK), BP : 11 834 Yaoundé ;
2. Access Bank Cameroon BP : 6000 Yaoundé ;
3. Banco National de Guinea Ecuatorial (BANGE BANK Cameroun) BP : 34 692 Yaoundé ;
4. Banque atlantique Cameroun (BACM) BP : 2 933 Douala ;
5. Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME) BP : 12 692 Yaoundé ;
6. Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFIBANK), BP : 660 Douala ;
7. Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC), BP : 1 925 Douala ;
8. Citibank Cameroun (Citibank Cameroun), BP : 4 571 Douala,
9. Commercial Bank-Cameroon (CBC), BP : 4 004 Douala ;
10. Crédit Communautaire d'Afrique –Bank (CCA-BANK), BP : 6 578 Yaoundé ;
11. Ecobank Cameroun (ECOBANK), BP : 582 Douala ;
12. La Regionale Bank BP : 30 145 Yaoundé ;
13. National Financial Crédit-Bank, (NFC-BANK), BP : 6 578 Yaoundé
14. Société Commerciale de Banques-Cameroun (SCB-Cameroun), BP : 300 Douala ;
15. Société Générale Cameroun (SGC), BP : 4 042 Douala ;
16. Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC), BP : 1 784 Douala ;

17. Union Bank of Cameroon (UBC), BP : 15 569 Douala ;
18. United Bank for Africa (UBA), BP : 2 088 Douala ;

II - COMPAGNIES D'ASSURANCES

1. Activa Assurances, BP : 12 970 Douala ;
2. Area Assurances, BP : 15 584 Douala ;
3. Atlantique Assurances Cameroun IARDT, BP : 3 073 Douala ;
4. Chanas Assurances SA, BP : 109 Douala ;
5. CPA SA, BP : 54 Douala ;
6. Nsia Assurances SA, BP : 2 759 Douala ;
7. Pro Assur Assurances SA, BP : 5 963 Douala ;
8. Prudential Beneficial General Insurance SA, BP : 2 328 Douala ;
9. ROYAL ONYX Insurance Cie, BP : 12 230 Douala ;
10. SAAR SA, BP : 1 011 Douala ;
11. Salalam Assurances Cameroun, BP : 11 315 Douala ;
12. Zenithe Insurance SA, BP : 1 540 Douala ;

Yaoundé 07 JAN 2026
Le Directeur Général
Moussa OUSMANOU

